

Les débats de société sur l'élevage au sein de l'Union européenne : thèmes, arguments et modes d'action des parties prenantes, conséquences sur les modes d'élevage

Christine ROGUET (1), Delphine NEUMEISTER (2), Pascale MAGDELAINE (3), Anne-Charlotte DOCKES (2)

(1) IFIP-institut du porc, la Motte au Vicomte, BP 35104, 35651 Le Rheu Cedex, France

(2) Institut de l'élevage, 149 rue de Bercy, 75595 Paris Cedex 12, France

(3) ITAVI, 28, rue du Rocher, 75008 PARIS, France

christine.roguet@ifip.asso.fr

Les débats de société sur l'élevage au sein de l'Union européenne : thèmes, arguments et modes d'action des parties prenantes, conséquences sur les modes d'élevage

Une analyse des controverses sur l'élevage a été réalisée en 2015 dans cinq pays de l'Union Européenne (Allemagne, Danemark, Pays-Bas, Espagne, Italie) pour évaluer dans quelle mesure diffèrent entre pays les thèmes et la virulence des débats, les parties prenantes, leurs arguments et modes d'action. Il s'agit aussi de connaître les réponses apportées et leurs impacts sur l'évolution des modes d'élevages et la segmentation des marchés. L'étude a reposé sur une analyse bibliographique et des missions en Allemagne, Danemark et Italie. Elles ont permis de recueillir les positions d'une trentaine d'acteurs de l'élevage, de la recherche et des associations. Nous confirmons l'existence d'un gradient de préoccupations sociétales sur l'élevage, du nord au sud de l'Europe. Les controverses sont très actives dans le nord, sur de nombreux sujets (bien-être animal, santé publique, impacts environnementaux, modèles d'élevage), portées par de puissantes associations. Elles le sont beaucoup moins dans les pays du sud, en particulier en Espagne. Elles se traduisent par l'instauration de réglementations spécifiques et de labels, qui commencent à trouver leurs marchés. La montée de la contestation, les orientations données par la recherche et les pouvoirs publics, et les initiatives prises par les filières, conduisent à des changements de pratiques d'élevage en Allemagne et aux Pays-Bas, tout en gardant le souci de la compétitivité. Par contre, au Danemark, les effets d'annonce semblent l'emporter mais la situation évolue. Ces initiatives s'inscrivent dans un mouvement plus général, au sein de l'UE, en faveur de la création d'un étiquetage selon le mode de production de la viande et du lait, à l'instar de ce qu'impose la réglementation européenne pour les œufs depuis 2003.

Social debates on livestock farming within the European Union: themes, arguments and modes of action of stakeholders, impact on farming methods

An analysis of the controversies about livestock farming was carried out in 2015 in five countries of the European Union (Germany, Denmark, The Netherlands, Spain, Italy) to evaluate how the themes and virulence of the debates, the stakeholders, their arguments and modes of action, differ between countries. We also wanted to identify the responses provided for and their impact on changes in farming methods and market segmentation. The study was based on a literature review and study tours in Germany, Denmark and Italy. They made it possible to collect the positions of thirty actors of livestock farming, research and NGOs. We confirm the existence of a gradient of societal concerns on livestock farming, from northern to southern Europe. Controversies are very active in northern Europe on many issues (animal welfare, public health, environmental impacts, farming models), driven by powerful associations. They are much less in the southern countries, especially Spain. They result in the introduction of specific regulations and labels that are beginning to find their markets. The rise of the protest, the guidance of research and public authorities, and the initiatives of industries, are leading to changes in animal husbandry practices in Germany and the Netherlands, while maintaining competitiveness. However, the announcement effects seem to prevail in Denmark but the situation is changing. These initiatives are part of a broader movement within the EU for the creation of a label according to the mode of production of meat and milk, like that imposed for eggs by European regulation since 2003.

INTRODUCTION

Dans un contexte d'interpellations sociales fortes adressées à l'élevage, un recensement et une analyse des controverses sur l'élevage ont été réalisés en France en 2013 (Delanoue et Roguet, 2015). Un travail similaire a été réalisé en 2015 dans cinq pays de l'Union européenne (Allemagne, Danemark, Pays-Bas, Espagne, Italie), grands pays d'élevage, aux dynamiques et niveaux d'auto-provisionnement contrastés (Tableau 1). L'objectif était d'observer si les controverses différaient entre Etats membres et, alors que les filières sont en concurrence dans un marché unique, d'appréhender leur impact sur l'évolution des modes d'élevage et la segmentation des marchés.

Notre étude a reposé sur une recherche bibliographique, surtout en langue nationale (presse générale et professionnelle, rapports, sites internet...), et la réalisation d'une trentaine d'entretiens, en Allemagne, au Danemark et en Italie, auprès d'acteurs de l'élevage, de la recherche et des associations, invités à expliciter leurs positions, arguments et modes d'action.

L'article présente les résultats de ce travail sur les pays étudiés, autres que la France. Sa première partie expose les principaux thèmes de débats sur l'élevage dans ces pays. La seconde en présente les principaux acteurs et leurs modes d'action. La conclusion tire les enseignements de cette analyse européenne pour les filières animales françaises

Tableau 1 - Evolution de la production entre 2000 et 2015 et taux d'auto-provisionnement en 2015 (en %)

		FR	DE	DK	NL	ES	IT
Porcs	Evolution production	-3	+31	+13	+12	+33	+8
	Approvisionnement	99	120	657	205	157	63
Volailles de chair	Evolution production	-17	+95	-80	+52	+28	+21
	Approvisionnement	105	112	nd	232	105	107
Œuf	Evolution production	-5	-3	+11	+8	+15	-2
	Approvisionnement	98	67	95	300	118	101
Lait	Evolution production	+9	+18	+9	+26	+24	+6
	Approvisionnement	125	126	nd	228	nd	69
Viande bovine	Evolution production	-5	-14	-22	0	-19	-32
	Approvisionnement	92	103	80	133	109	78

Source : Eurostat

1. LES THEMES DE DEBAT SUR L'ELEVAGE

Le classement des controverses sur l'élevage en France en quatre registres (impacts environnementaux, bien-être animal, risques sanitaires, organisation de l'élevage), par Delanoue et Roguet (2015), se révèle pertinent pour l'analyse des débats dans les autres pays étudiés. Les sujets de débat apparaissent relativement communs entre pays, ce qui s'explique en partie par des évolutions semblables des productions animales (croissance, concentration) et le lobbying commun qu'exercent à l'échelle européenne, au sein d'Eurogroup for Animals (protection animale) et d'European Environmental Board (protection de l'environnement), les associations militantes de chaque pays. Cependant, la virulence des débats varie entre pays. Ils sont très actifs dans le nord de l'Europe, sur presque tous les sujets, portés par de puissantes associations nationales. Ils le sont beaucoup moins dans les pays du sud, en particulier en Espagne. La France se situe dans une position intermédiaire.

Porcs et volailles sont les premières cibles des critiques, en lien avec leur mode d'élevage (confinement, densité, nombre d'animaux).

Aux Pays-Bas, les débats concernant l'élevage portent sur (i) ses impacts sur l'environnement, à une échelle locale (odeurs, bruits, pathogènes, dégradation paysagère), régionale (pollution des eaux, émissions d'ammoniac) et dans une moindre mesure planétaire (émissions de gaz à effet de serre, utilisation de foncier, alimentation à base d'OGM). Cette problématique est la plus ancienne (Figure 1), en lien avec une densité animale historiquement très forte ; (ii) le bien-être animal, problématique plus récente mais devenue centrale ; (iii) la santé publique avec la question de l'antibiorésistance et des épizooties et zoonoses ; (iv) le modèle d'élevage (taille des troupeaux et accès au pâturage) (Roguet, 2013).

Au Danemark, le trio de tête des controverses sur l'élevage est aujourd'hui l'antibiorésistance, le bien-être animal et les impacts environnementaux. La croissance et le volume de la production porcine - 30 millions de porcelets produits par an pour 5,6 millions d'habitants - y sont un sujet majeur de débat en raison des impacts sur l'environnement et la santé humaine.

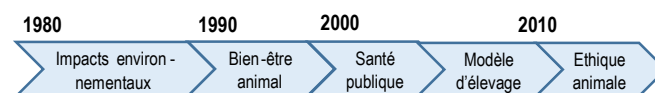


Figure 1 - Frise d'apparition des controverses sur l'élevage

En Allemagne, après une décennie de croissance très dynamique des productions animales, leur acceptation sociale a diminué de façon spectaculaire depuis le début des années 2010 (WBA, 2015). Les débats sont vifs sur tous les sujets : le mode d'élevage et la taille des troupeaux, en lien avec le bien-être animal et l'usage d'antibiotiques ; l'alimentation animale, en lien avec l'accaparement de foncier, les importations de soja et les OGM ; la concentration spatiale ; les impacts environnementaux ; les risques sanitaires ; le lien entre consommation de viande et santé ; les exportations de viande, accusées de perturber les marchés des pays en développement ; la durabilité et l'équité sociales. En définitive, ces thèmes de débat se rejoignent dans un rejet global d'un modèle d'élevage dit « intensif », caractérisé par des concentrations importantes d'animaux, leur confinement et une suspicion générale sur la qualité sanitaire des produits. Le débat sur la taille des élevages est particulièrement vif en Allemagne et aux Pays-Bas, mais absent au Danemark, où les élevages sont pourtant parmi les plus grands d'Europe. Au contraire, les associations environnementales danoises voient dans les économies d'échelle des grands élevages le moyen d'amortir les coûteux investissements pour réduire les pollutions. Enfin, au nord de l'Europe, la sélection génétique fait débat. Les performances zootechniques sont jugées trop élevées et causes de douleur et de mortalité. La suppression d'animaux pour raison économique (poussins mâles des volailles de ponte, porcelets chétifs, veaux laitiers mâles selon la conjoncture), est aussi très critiquée, sur un plan éthique, en Allemagne et aux Pays-Bas. Au Danemark, ce sujet est évoqué sans provoquer un vrai débat, d'autres controverses s'imposant comme l'élevage d'animaux pour leur seule fourrure. En Italie, les scandales et fraudes alimentaires des vingt dernières années en Europe ont renforcé chez le consommateur le besoin d'assurance. La sécurité sanitaire et la qualité des produits sont le point d'entrée des principales controverses sur l'élevage. L'effet de la consommation de viande sur la santé est aussi un argument de plus en plus

mobilisé. Cela s'exprime dans une demande pour des systèmes plus en phase avec la nature et une consommation locale que traduit le phénomène Slow Food. Moins virulents que dans le nord de l'Europe, les débats sur le bien-être animal et l'environnement augmentent.

En Espagne, les débats sont beaucoup moins importants, pour ne pas dire quasi-inexistants, comparativement au nord de l'Europe. Le risque pour la santé humaine (antibiorésistance) est le principal sujet de controverses.

La dynamique des productions animales influence la virulence des débats. La croissance très forte de ces productions sur la décennie 2000, dans le nord-ouest de l'Allemagne ou le sud-est des Pays-Bas, a accru les tensions locales avec des conflits lors de projets d'élevage, même dans les zones où l'agriculture était associée à la réussite économique et bien acceptée par la population. A l'opposé, au Danemark, en l'absence de constructions d'élevages ces dernières années, les tensions se sont apaisées. Le secteur agricole en a profité pour obtenir en 2015 un assouplissement de la réglementation (hausse des apports autorisés de fertilisants par hectare). En Espagne et en Italie, malgré l'augmentation des productions animales et des densités localement très élevées, l'élevage est nettement moins remis en cause sur la question environnementale.

2. LES ORIENTATIONS DONNEES PAR LES PRINCIPAUX ACTEURS DES DEBATS

Les controverses sur l'élevage mobilisent divers acteurs, associations, filières d'élevage, chercheurs, pouvoirs publics, etc., qui agissent par différentes voies.

2.1. Les préconisations de la recherche

Dans les trois pays étudiés du nord de l'Europe, la recherche joue un rôle actif dans les controverses sur l'élevage. Elle formule des recommandations pour améliorer l'acceptabilité sociale des élevages et participe à la conception de modèles d'élevage plus durables. On peut citer les exemples suivants. Aux Pays-Bas, l'université de Wageningen a réalisé en 2004 une étude pour concevoir des modèles d'élevage durables de poules « pour une vie meilleure des poules, des éleveurs fiers et une société satisfaite » (WUR, 2004). Un prototype a été construit, structuré en trois espaces, pouvant accueillir jusqu'à 30 000 poules. L'espace nuit, avec pondoirs et volières, satisfait les besoins de première nécessité de la poule : se nourrir, s'abreuver, se reposer et pondre. Dans l'espace jour, la poule peut gratter le sol et prendre des bains de poussière. La zone boisée satisfait d'autres besoins tels gratter le sol, explorer et chercher un abri. Les œufs sont commercialisés en code 2 (claustration) car ils ne répondent pas aux obligations sur le plein air, mais étiquetés 3 étoiles par Beter Leven. Ils coûtent 20 % plus cher à produire qu'en conventionnel. Des modèles comparables ont été travaillés pour les porcs et les bovins laitiers mais sans débouché commercial.

Au Danemark, le ministère de l'Environnement et de l'Alimentation a lancé le projet *The Moon Pig* pour stimuler l'innovation. De 2013 à 2018, un partenariat public-privé va développer des technologies innovantes, « révolutionnaires », pour concilier production porcine intensive, respect de l'environnement et bien-être animal. Des prototypes d'élevages ont été imaginés et vont être évalués.

En Allemagne, Spiller et Knierim (2014) ont tracé les grandes lignes de l'élevage à l'horizon 2035. L'objectif était de contribuer à « la réconciliation de la société avec l'élevage moderne ». Leurs conclusions (Tableau 2) ont été reprises dans le rapport du conseil consultatif pour la politique agricole du ministère de l'alimentation (WBA, 2015).

Tableau 2 - Recommandations de la recherche en Allemagne pour un élevage durable sur le bien-être animal en 2035

<p>Conditions d'élevage</p> <p>(1) L'élevage strictement en bâtiment ne sera plus accepté => offrir un accès à l'air libre, au pâturage pour les vaches.</p> <p>(2) Structurer le bâtiment en différents domaines fonctionnels : couchage, alimentation, exercice.</p> <p>(3) Offrir un espace suffisant sans immobilisation permanente</p> <p>(4) Offrir des équipements et matériaux de manipulation conformes aux besoins de l'espèce</p>
<p>Pratiques</p> <p>(5) Arrêter les mutilations et réaliser sous anesthésie les autres interventions potentiellement douloureuses.</p> <p>(6) Mettre en place un système de contrôle obligatoire de la santé et du comportement des animaux.</p> <p>(7) Réduire la consommation de médicaments.</p> <p>(8) Elever le niveau de formation, de connaissances et de motivation des personnes en charge d'animaux.</p>
<p>Sélection génétique</p> <p>(9) Mieux prendre en compte les caractéristiques fonctionnelles des animaux (vêlage naturel, croissance).</p>

Source : Spiller et Knierim (2014), WBA (2015)

2.2. Les choix réglementaires

Dans un marché unique, les réglementations de protection des animaux ou de l'environnement sont fixées à l'échelle européenne pour éviter les distorsions de concurrence. Mais des spécificités nationales (sensibilité, marchés) conduisent certains Etats à fixer des normes plus élevées. Par exemple, l'Allemagne et les Pays-Bas imposent une surface minimale par porc plus grande (0,75 et 0,80 m²) que la norme européenne (0,65 m²). Le Danemark interdit le caillebotis intégral (une partie du sol doit être pleine) et les cages en attente-saillie¹, et limite à la moitié de sa longueur la coupe de la queue.

Le pouvoir politique intervient aussi quand un arbitrage apparaît nécessaire devant la virulence des débats. Ainsi, en Allemagne, l'arrivée depuis 2010, à la tête du gouvernement de la moitié des Länder, de coalitions socialistes-écologistes s'est traduite par des positions très offensives envers l'élevage et un durcissement des réglementations. A l'échelle fédérale, chaque nouveau ministre de l'agriculture rédige une charte pour l'agriculture, à partir de consultations avec les associations, les filières, la recherche et les gouvernements des Länder. Celle de 2012 avait deux priorités : la recherche de solutions pour arrêter les mutilations et l'étiquetage des viandes selon le mode d'élevage avec la création d'un label officiel (*Für mehr Tierschutz*). Celle de 2014 fait de l'amélioration du bien-être des animaux d'élevage, porcs et volailles en particulier, une priorité. Le gouvernement encourage la « démarche volontaire obligatoire » : si les filières ne prennent pas d'initiatives, de nouvelles réglementations s'imposeront. Il s'engage à promouvoir le bien-être animal à l'échelle européenne et internationale. Au Danemark, le ministre de l'agriculture en 2014 et 2015, social-démocrate et très impliqué dans la cause

¹ Dans les nouvelles constructions depuis 2015 et dans tous les élevages à partir de 2035, les truies ne pourront être bloquées que trois jours lors

de l'insémination.

animale, a fait signer en 2014 aux représentants du gouvernement, des consommateurs, des associations de protection animale, des scientifiques et des praticiens, un plan d'action « bien-être » pour les porcs, traduisant un consensus autour de neuf points : augmentation du taux de survie des porcelets et des truies, suppression des cages de truies en maternité (10 % des truies libres en 2020), arrêt de la castration sans anesthésie, réduction de la caudectomie...

Aux Pays-Bas, la coalition libéraux-travailleurs au gouvernement depuis 2012 soutient le secteur économique, avec l'objectif d'une croissance maîtrisant les impacts environnementaux.




En Espagne et en Italie, l'agriculture ne constitue pas, ou très peu, un sujet politique. Le cadre réglementaire national se limite à l'application des textes européens.

2.3. Les labels des associations

Les actions des associations, de protection animale ou écologistes, visent à faire évoluer les modes d'élevage vers un idéal qu'elles partagent : une production biologique qui cherche à respecter l'environnement et le bien-être animal (accès à l'air libre), et une consommation de produits animaux réduite mais de meilleure qualité. Dans les trois pays du nord de l'UE étudiés, elles ont créé des labels pour différencier les produits animaux selon les modes de production qu'elles soutiennent (Tableau 3).

Ces labels sont conçus pour répondre aux attentes des citoyens qui se résument, concernant le bien-être animal, en quelques principes : tailles d'élevage limitées, faibles densités, liberté de mouvement (pas de cages ni étables entravées), matériaux manipulables (paille notamment), zones différenciées dans les bâtiments (alimentation, couchage, exercice) et surtout accès à l'air libre (courette ou plein air pour les granivores, pâturage pour les herbivores). Pouvoir renoncer aux mutilations (coupe des queues, époinçage des becs, écornage) est considéré par les ONG et certains chercheurs comme un indicateur clé de bien-être animal dans les élevages. Les interactions violentes entre animaux sont en effet attribuées à des systèmes d'élevage jugés non conformes à leurs impératifs biologiques.

Tableau 3 - Labels «bien-être» des ONG de protection animale

Pays	Pays-Bas	Danemark	Allemagne
Logo			
Nombre de niveaux	3★ 3 = bio	1 bio	3★ 3 = bio
Année de lancement	2007	1992	2016
Produits concernés	Viande (porc, poulet, bovin), œufs	Viande (volaille, porc, bovin, mouton, agneau), œufs	Viande (porc d'abord) puis autres produits

Aux Pays-Bas, *Dierenbescherming*, la principale association de protection animale avec 200 000 adhérents, a créé en 2007 le label *Beter Leven* pour la viande et les œufs. Il repose sur un système d'étoiles dont le nombre augmente avec le bien-être animal. Le maximum correspond à la production biologique ou à des cahiers des charges très exigeants de type Label Rouge. Les cahiers des charges sont consultables sur le site de *Beter Leven* (Tableau 4). Les ventes des produits *Beter Leven* ont connu une croissance exponentielle aux Pays-Bas, passant de 22 à 473 millions d'euros de 2008 à 2013 (Ministrie van Economische Zaken, 2014). En 2015, 1 057 éleveurs produisent 20 millions d'animaux sous ce label (+18 % sur un an), dont 17 millions de poulets, 1 million de poules pondeuses, 2 millions de porcs, 254 000 veaux et 16 000 bovins. Ces volumes restent néanmoins très limités par rapport à la production nationale.

Tableau 4 - Cahier des charges *Beter Leven* pour les porcs

Critère	Standard			
Surface	2,25 m ² /truie 0,3 m ² / plet 0,8 m ² / porc	2,25 m ² 0,4 m ² 1 m ²	2,5 m ² 0,5 m ² 1,2 m ²	2,5 m ² 0,6 m ² 1,3 m ²
Truies libres en maternité	Non	Non	5 j après mise bas	3 j après mise bas
Courette	Non	Non	1 m ² /truie 0,7 m ² / porc	1,9 m ² /truie 1 m ² / porc
Plein air	Non	Non	Non	Gestantes
Allaitement	≥ 21-28 jours	≥ 23-28	≥ 35	≥ 42
Matériaux manipulables	Chaînes	Bois, cordes, paille	Paille	Paille
Castration	Autorisée	Interdite	Autorisée	
Coupe queue	Autorisée		Interdite	

Source : beterleven.dierenbescherming.nl

Au Danemark, *Dyrenes Beskyttelse*, plus grosse association de protection animale du pays avec 80 000 adhérents, a créé en 1992 le label *Anbefalet af Dyrenes Beskyttelse* (Encadré 1). Elle l'a d'abord associé au label plein air privé *Friland* puis, en 2005, au label biologique *okologi*, certifié par le gouvernement. Mais contrairement aux espoirs des associations porteuses, la part de marché de la viande biologique est restée mineure (1 %) comparativement au lait (30 % de bio). Cet étiquetage conjoint s'est étendu aux œufs en 2015 et au lait en 2016. Enfin, en partenariat avec les acteurs économiques et les ONG, le Ministère de l'alimentation danois a lancé en 2016 le label bien-être officiel *Stjernerød*, pour la viande fraîche de porc dans un premier temps. Comme *Beter Leven*, il repose sur un système d'étoiles.

Encadré 1 - *Anbefalet af Dyrenes Beskyttelse* – porcs

Le cahier des charges *Anbefalet af Dyrenes Beskyttelse* couvre la protection des animaux pendant l'élevage, le transport et l'abattage. Les reproducteurs sont élevés en groupe en plein air, les porcelets et porcs à l'engrais dans des enclos, avec accès à l'extérieur, selon les normes de surface fixées par *Dyrenes Beskyttelse*. Les truies peuvent être inséminées dans des cases individuelles en bâtiment. Le naissage se fait en plein air dans des cabanes, l'âge au sevrage est de 30 jours au minimum (40 jours en élevage biologique), la coupe des queues est interdite.

Source : site de *Dyrenes Beskyttelse*

En Allemagne, le label bien-être le plus ancien et le plus utilisé est *Neuland*, créé en 1988 par le *Deutscher Tierschutzbund* (DTB, plus grosse association de protection animale du pays avec 800 000 adhérents), BUND et AbL, deux ONG environnementales. Les cahiers des charges (un général et un par filière) sont transparents et téléchargeables sur le site de *Neuland* (Encadré 2). Les produits sont vendus par des bouchers, cantines et restaurateurs affiliés. En 2013, en partenariat avec VION, deuxième abatteur de porcs du pays, *Wiesenhof*, premier producteur de volailles, et avec le soutien politique et financier du ministère de l'agriculture, DTB a créé le label bien-être *Für mehr Tierschutz*. Ses obligations sont précisément renseignées dans un cahier des charges consultable sur un site internet dédié. Il repose sur un système d'étoiles, avec un niveau d'entrée et un niveau supérieur (Roguet et Rieu, 2014). Ses parts de marché sont minimes. En porc, l'ensemble des cahiers des charges (*Für mehr Tierschutz*, *Four Pfoten*, *Neuland*, *Bioland*, *Naturland*, *Biopark*, *Biokreis*, *Demeter*) représente finalement moins de 1 % de la production nationale en 2014 (Christensen *et al.*, 2014). Enfin, à l'instar des Pays-Bas et du Danemark, l'Allemagne a annoncé

le lancement en janvier 2017, lors du salon de l'agriculture de Berlin, de son label bien-être officiel, à trois niveaux aussi.

Encadré 2 - Cahier des charges Neuland pour l'élevage porcin

La taille d'élevage est limitée à 150 truies ou 950 places d'engraissement. Les animaux doivent disposer d'un accès permanent à l'air libre et leur alimentation doit être produite localement. Sont interdits : la coupe de la queue et le meulage des dents, les cases en maternité, les sols en caillebotis (litière paillée), l'utilisation d'antibiotiques, de farines animales et d'os, de promoteurs de croissance, d'additifs alimentaires, d'aliments génétiquement modifiés, d'hormones ou de traitements préventifs. Le transport est limité à 4 h et 200 km. L'élevage est contrôlé au moins une fois par an par un organisme indépendant.

En Italie, la principale association active sur le bien-être animal est l'ONG internationale CIWF, fondée en 1967 en Angleterre. Pour améliorer les conditions de vie du plus grand nombre d'animaux, sa stratégie est de travailler avec les leaders de l'agroalimentaire. Par exemple, le trophée « Porc d'Or », créé en 2012, récompense les entreprises qui utilisent du porc issu d'élevages plus respectueux du bien-être (sur paille, en plein air ou biologique). Le mouvement Slow Food, né en 1989 dans la région du Piémont en opposition au fast food, promeut quant à lui un élevage responsable pour l'environnement, des produits de qualité et une juste rémunération pour l'agriculteur. Il rassemble 100 000 membres de 160 pays, dont une grande partie en Italie.

2.4. Les labels des filières et des distributeurs

Dans le nord de l'Europe, les filières animales ont mis en place des certifications privées traduisant le respect des obligations réglementaires relatives à la protection de l'environnement, au bien-être animal et à la maîtrise sanitaire : QS en Allemagne, DANISH au Danemark, IKB aux Pays-Bas. La quasi-totalité des produits sont ainsi certifiés.

Sous la pression des ONG, pour se différencier de leurs concurrents et répondre à la demande de leurs clients, les distributeurs créent leurs propres marques alliant bien-être et qualité gustative (viande plus persillée). Ils se positionnent sur le créneau de marché entre le standard à bas prix et le bio deux à trois fois plus cher. Au Danemark, ces produits (*Den Go'e Gris* de Rema1000, *Antonius*² de Dansk Supermarked) représentent 12 % des ventes de viande de porc, le bio et le plein air 5 % (Christensen *et al.*, 2014). Aux Pays-Bas, la viande « durable » représente en porc près de 30 % des achats des ménages en valeur. A côté de *Eko* (bio) et *Beter Leven*, les distributeurs commercialisent de nombreuses marques pour un bien-être animal intermédiaire (*Good farming welfare*, *Krull-Varkenvlees*, *de Heydehoeve*, *Friear-Friberne*) ou supérieur (*Scharrelvarken*, *Livar*), ou des produits durables (*Keten Duurzaam Varkensvlees*, *Milieukeur Varkenvlees*). Ils sont souvent étiquetés *Beter Leven* (trois étoiles pour le bio, deux pour le Scharrel, une pour les autres). L'exemple du poulet est instructif. La campagne médiatique en 2012 de l'ONG *Wakker Dier* contre le *Pflopkip* (le poulet qui grossit si vite qu'il ne tient plus sur ses pattes) a conduit la filière avicole et les distributeurs néerlandais à arrêter en 2016 sa commercialisation au profit du « poulet de demain » (*Kip van Morgen*). Ce dernier respecte des obligations pour le bien-être animal (souches à croissance ralentie,

chargement plafonné à 38 kg/m², milieu de vie enrichi) et l'environnement (soja RTRS³, réduction des émissions d'ammoniac, sources d'énergie durable). Le cahier des charges du « porc de demain » (*Varkens van Morgen*) a aussi été élaboré. Il offre plus de place par porc, un milieu de vie enrichi, interdit la castration, le meulage des dents et la coupe de la queue en routine et limite la durée de transport à six heures. D'autres obligations portent sur la durée d'allaitement, les antibiotiques, les émissions d'ammoniac et de particules, l'utilisation de soja durable et d'énergies renouvelables. Le premier élevage « *Global Gap – Varkens van Morgen* » a été certifié fin 2015.

En Allemagne, les abatteurs Westfleisch (porc) et Wiesenhof (volaille) ont créé, en 2010 et 2011 respectivement, les labels bien-être *Aktion Tierwohl* et *Privathof Geflügel* dont les volumes sont restés confidentiels (Roguet et Rieu, 2014). A l'opposé, l'*Initiative Tierwohl* des filières avicoles et porcines allemandes, lancée en 2015, concerne un tiers de la production allemande de poulet de chair, 24 % de celle de dindes et 8 % de celle de porcs en 2016 (top agrar, 2016). Elle associe producteurs, abatteurs et distributeurs autour de trois objectifs : permettre aux éleveurs d'investir pour le bien-être animal dans leurs élevages sans affecter leur compétitivité, éviter de nouvelles réglementations qui ruineraient toute possibilité de valoriser financièrement et médiatiquement les efforts consentis, et réconcilier élevage et société. Les éleveurs volontaires choisissent dans une liste des points à améliorer parmi lesquels, en porc, obligatoirement plus de surface par animal ou un accès permanent à de la paille. Leurs surcoûts sont compensés par des bonus versés par un fonds alimenté par les distributeurs partenaires (Figure 2). Ils prélèvent quatre centimes d'euros sur chaque kilo de viande fraîche, saucisse et charcuterie, vendu dans le pays. Tous les consommateurs paient ainsi pour plus de bien-être animal. Dans les supermarchés ou les restaurants, les produits des élevages participant à l'initiative ne se démarquent pas des autres. Il n'y a ni étiquetage ni différence de prix.

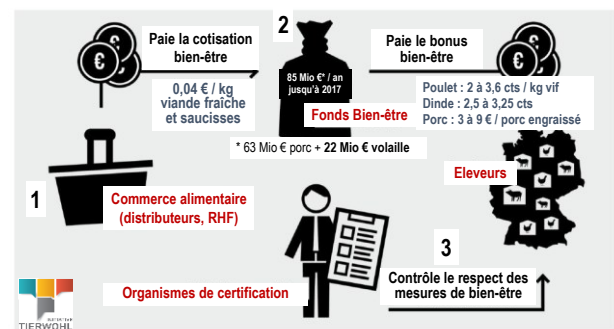


Figure 2 - Initiative Tierwohl : mécanisme financier

Source : <http://initiative-tierwohl.de/>

En Italie, les grandes entreprises (Coop, Esselunga, Verenozi, Amadori, etc.) intègrent aussi progressivement des critères de bien-être animal, pour l'instant en volaille (viande et œufs) tel le label Campese d'Amadori (poulets en plein air). Ces labels ont presque toujours une dimension territoriale pour répondre à la forte attente des consommateurs italiens d'acheter local, comme en témoigne également le grand nombre de labels territoriaux (une centaine de SIQO en viande, transformation de viande ou fromages).

² Selon le cahier des charges des porcs « *Go'e Gris* » et « *Antonius* », les truies sont libres en maternité, les porcs disposent de 30 % de surface en plus, d'une litière paillée et n'ont pas la queue coupée.

³ Round Table on Responsible Soy est une ONG qui promeut la production, la

transformation et le commerce responsables du soja à l'échelle mondiale. Ses membres sont les principales entreprises de la filière soja et des représentants de la société civile du monde entier.

Les entreprises de la distribution et de la restauration prennent aussi des engagements en faveur du bien-être animal et de l'environnement dans leur politique de responsabilité sociale (RSE). Par exemple, Mc Donald's s'approvisionne exclusivement en porcs non castrés (labellisés Freedom Food) aux Pays-Bas depuis 2007 et en Allemagne depuis 2011, et en œufs produits en plein air dans les deux pays (pas de tel engagement au Danemark).

CONCLUSION

Si les thèmes des débats sur l'élevage sont assez communs entre pays, leur virulence varie. Notre étude semble confirmer l'existence d'un gradient des préoccupations sociétales sur l'élevage, du nord au sud de l'Europe. Les controverses sont très actives dans le nord de l'Europe, sur de nombreux sujets, portées par de puissantes associations nationales. Elles le sont beaucoup moins dans les pays du sud, en particulier en Espagne. Les pays d'Europe du Nord, sous l'impulsion de la société civile, ont souvent anticipé la mise en œuvre de réglementations communautaires ou instauré des normes plus contraignantes. Il serait intéressant d'examiner les facteurs historiques et sociologiques de ces différences, au-delà, par exemple, de l'attachement aux valeurs gastronomiques en Italie ou du besoin de croissance économique et de création d'emplois en Espagne.

Les risques pour la santé humaine et les conditions de vie des animaux en élevage sont aujourd'hui au cœur des préoccupations au nord de l'Europe. La montée de la contestation, les orientations de la recherche et des pouvoirs publics, et les initiatives de filière, conduisent à des changements de pratiques d'élevage en Allemagne et aux Pays-Bas, tout en gardant le souci de la compétitivité des filières. Par contre, au Danemark, les effets d'annonce semblent l'emporter mais la situation évolue. Le pays exporte l'essentiel de sa production (90 % en porc), et les acteurs économiques imaginent difficilement trouver, à l'export, la rémunération d'efforts concernant des préoccupations nationales. Le lobby agricole est très puissant, argumentant sur l'effet de règles plus strictes sur les parts de marché et l'économie dans un marché libéral. Pour les chercheurs, la critique sociale n'est pas assez forte pour conduire à des évolutions réglementaires, au vu du poids économique et social de l'agriculture au Danemark.

En termes de consommation, l'attachement à la qualité organoleptique et à l'origine géographique des produits alimentaires expliquent le succès des AOP en Italie. Dans ces cas, les surcoûts induits par un élevage plus extensif sont couverts par une meilleure valorisation permise par la qualité organoleptique supérieure du produit. En revanche, les produits biologiques, plébiscités par les ONG, ont partout des parts de marché très limitées, en raison de leur prix. De même, les cahiers des charges très exigeants des labels créés par les associations de protection animale conduisent à des coûts de production et des prix de vente élevés, qui les cantonnent à un marché de niche.

Cette situation a conduit les distributeurs et les acteurs des filières du nord de l'Europe à développer des produits étiquetés selon le mode d'élevage, à des prix plus accessibles. Leur stratégie est celle des « petits pas sur de grands volumes », comparativement à la stratégie des « grands pas sur de petits volumes » des associations. Leurs cahiers des charges conduisent à faire évoluer les pratiques d'élevage pour une part significative de la production. Les pays qui s'engagent sur la voie de la différenciation des produits animaux, selon le mode de production, espèrent en tirer à terme un avantage concurrentiel, en verrouillant leur marché intérieur d'une part, et en imposant leurs contraintes aux autres Etats membres d'autre part. En effet, ces initiatives nationales s'inscrivent dans un mouvement plus général, au sein de l'UE, en faveur de la création d'un étiquetage selon le mode de production de la viande et du lait, à l'instar de ce qu'impose la réglementation européenne pour les œufs depuis 2003. Dans ce cas, l'étiquetage obligatoire des œufs (cage, sol, plein air) a conduit à un changement des modes d'élevage des poules pondeuses, la part des cages baissant de 80 % à 56 % entre 2003 et 2015 à l'échelle de l'UE.

En attendant, il est probable qu'à l'avenir les initiatives privées, qui se développent en dehors de tout cadre réglementaire, concerneront des volumes significatifs du marché intérieur communautaire. On peut alors s'interroger sur les rôles respectifs des politiques publiques (réglementations) et des standards privés, conçus par les industries agroalimentaires et la distribution en lien étroit avec les ONG. En s'adressant directement aux consommateurs, les seconds joueront un rôle probablement déterminant dans l'évolution des modes d'élevage et des segmentations de marché.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Christensen, T., Denver, S., Hansen, H. O., Lassen, J., & Sandøe, P., 2014. Dyrevelfærdsmærker: sammenligning af erfaringer fra seks EU-lande, 76 s., okt. 01, 2014. (IFRO Udredning; Nr. 2014/10).
- Delanoue E., Roguet C., 2015. Acceptabilité sociale de l'élevage : recensement et analyse des principales controverses à partir des regards croisés de différents acteurs. INRA Prod. Anim., 2015, 28(1), 39-50.
- Ministerie van Economische Zaken, 2014. Monitor Duurzaam Voedsel 2013. Consumentenbestedingen aan duurzaam gelabelde producten, 56 pages. Téléchargeables à <https://www.rijksoverheid.nl/documenten/rapporten/2014/06/04/monitor-duurzaam-voedsel-2013>.
- Roguet, C., 2013. Au nord de l'Europe, la taille des élevages fait débat. Tech PORC, mars-avril 2013, n°10, 9-11.
- Roguet C., Rieu M., 2014. La filière porcine allemande face aux demandes de société : des labels privés à l'initiative collective. Les Cahiers de l'IFIP, 1(1), 1-12.
- Spiller A., Knierim U., 2014. Tierhaltung im Jahr 2035 aus gesellschaftlicher und tierethologischer Sicht. Präkonferenz-Workshop im Rahmen der GEWISOLA-Jahrestagung 2014.
- Top agrar, 2016. « Wir müssen die Initiative Tierwohl weiterentwickeln! ». 5/2016, 124-126.
- WBA, 2015. Wege zu einer gesellschaftlich akzeptierten Nutztierhaltung. Kurzfassung des Gutachtens. Wissenschaftlicher Beirat für Agrarpolitik beim Bundesministerium für Ernährung und Landwirtschaft, März 2015, 78 pages. http://www.bmel.de/SharedDocs/Downloads/Ministerium/Beiraete/Agrarpolitik/GutachtenNutztierhaltung-Kurzfassung.pdf?__blob=publicationFile
- WUR, 2014. Laying Hen towards a happy hen life, proud farmers and a satisfied society. New designs for hens and sustainable husbandry. Wageningen University and Research Center, 30 pages. <http://www.wageningenur.nl/nl/Expertises-Dienstverlening/Onderzoeksinstituten/livestock-research/Expertisegebieden/Veehouderijsystemen/Projecten/Houden-van-hennen.htm>.